



**Règlement de raccordement
au réseau de distribution d'électricité
applicable aux URD
des segments Trans-BT, Trans-MT et MT¹**

¹ Document tel qu'approuvé par le comité de direction de la CWaPE le 05/09/2011

Table des matières

I. TERMINOLOGIE	4
II. CHAMP D'APPLICATION, ENTREE EN VIGUEUR, PUBLICATION, DUREE ET ADAPTATION DU REGLEMENT, DUREE ET FIN DU CONTRAT	5
III. DISPOSITIONS PREALABLES AU RACCORDEMENT	6
III.a. Mode de raccordement	6
III.b. Équipements de mesure	7
III.c. Prescriptions techniques	7
III.c.1. Raccordement et installation de l'URD	7
III.c.1.1. Dispositions légales et prescriptions techniques	7
III.c.1.2. Concept des installations de l'URD et du raccordement	8
III.c.1.3. Protections contre les surintensités	8
III.c.1.4. Télécommande centralisée	8
III.c.1.5. Droit de contrôle	9
III.c.2. Appareils d'utilisation	9
III.c.3. Contrôle et attestation	9
III.c.4. Le fonctionnement des installations de l'URD et du raccordement	9
III.c.5. Mise à disposition d'un espace ou local, percée du mur	10
III.d. Dispositifs de comptage	10
III.e. Mise en service	10
III.f. Dispositions particulières	11
IV. DISPOSITIONS RELATIVES AUX INSTALLATIONS DE RACCORDEMENT	11
IV.a. Contenu et propriété de l'ouvrage de raccordement	11
IV.b. Entretien et maintenance	11
IV.c. Remplacement ou adaptation des installations	12
IV.d. Manœuvres	12
IV.e. Travaux à proximité ou aux installations en exploitation	13
IV.f. Dommages aux installations	13
IV.g. Enlèvement du raccordement	14
IV.h. Modifications des caractéristiques du raccordement ou des installations intérieures ..	14
IV.i. Inspections et essais	14
IV.j. Accès des personnes aux installations	15
V. DISPOSITIONS RELATIVES A LA MISE A DISPOSITION D'ENERGIE VIA LES INSTALLATIONS DE RACCORDEMENT	16
V.a. Puissance et tension mise à disposition	16
V.b. Interruption et suspension d'accès	16
V.c. Déménagements et transfert de propriété	17
VI. DISPOSITIONS RELATIVES AUX DONNEES DE COMPTAGE	17
VI.a. Équipement de mesure	17

VI.b. Placement d'équipements de mesure par l'URD	17
VI.c. Relevé d'index	17
VI.d. Vérification et étalonnage	18
VI.e. Dol ou fraude	18
VII. DISPOSITIONS SPECIFIQUES RELATIVES AUX PRODUCTIONS DECENTRALISEES.....	18
VIII. RESPONSABILITES DU GESTIONNAIRE DU RESEAU DE DISTRIBUTION.....	19
IX. PRINCIPES D'EXPLOITATION	21
IX.a. Généralités	21
IX.b. Rétablissement de l'alimentation	21
IX.c. Chutes de tension/qualité de la tension	22
IX.d. Prescriptions de sécurité relatives aux personnes et aux biens	22
X. TARIFICATION, FACTURATION ET PAIEMENTS	22
X.a. Tarification	22
X.b. Facturation.....	22
X.c. Délai et modalités de paiement	23
X.d. Intérêts moratoires.....	23
X.e. Retard de paiement et interruption du raccordement.....	23
X.f. Rectification des factures	23
XI. DISPOSITIONS DIVERSES.....	23
XI.a.Cession.....	23
XI.b. Faillite 24	
XI.c. Confidentialité	24
XI.d. Correspondance et échange de données	24
XI.e. Interprétation du Règlement et du contrat.....	24
XI.f. Nullité 24	
XI.g. Renonciation de droit.....	24
XI.h. Règlement des litiges	24
XI.i. Personnes de contact et coordonnées	25
XI.j. Modification des données et cessation d'activités.....	25
XI.k. Modification du cadre législatif ou réglementaire	25
XI.l. Droit applicable	25

Règlement de raccordement au réseau de distribution d'électricité applicable aux URD des segments trans-BT, trans-MT et MT

I. TERMINOLOGIE

Il faut interpréter les termes et notions utilisés dans le présent Règlement tels qu'ils sont définis dans le Décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, publié au Moniteur belge du 1^{er} mai 2001 ou dans le Règlement Technique pour la gestion et l'accès aux réseaux de distribution d'électricité en Région wallonne, pris par arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2011 publié au Moniteur Belge le 11 mai 2011 (ci-après "Règlement Technique" ou « R.T. Electricité »).

Néanmoins, pour le présent document, il y a lieu d'entendre par :

DECRET

Le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, l'électricité publié au Moniteur belge du 1^{er} mai 2001 et ses modifications successives.

CABINE DE TETE DE L'URD

Cabine dans laquelle le réseau est relié aux installations de l'URD

GESTIONNAIRE DU RÉSEAU DE DISTRIBUTION ou GRD

L'intercommunale/la régie qui, conformément à la législation, assure la gestion du réseau de distribution et la distribution d'énergie à un ensemble d'utilisateurs du réseau de distribution, dans ses limites territoriales ou sur le territoire d'une commune dans laquelle il a été désigné GRD par le Gouvernement wallon.

MISE EN SERVICE D'UN RACCORDEMENT

La mise sous tension des installations de l'URD et la confirmation de cette action conformément au Protocole en vigueur.

MISE HORS SERVICE D'UN RACCORDEMENT

La coupure physique du raccordement d'un URD et la confirmation de cette action conformément au Protocole en vigueur.

PARTIE

l'URD ou le GRD.

PARTIES

l'URD et le GRD.

POSTE DEPORTE

Cabine de répartition située dans le réseau MT du GRD dont l'alimentation est assurée, au départ d'un poste d'injection, par une artère composée d'au moins deux liaisons directes fonctionnant sous protection différentielle.

POSTE D'INJECTION

Point d'injection, au départ du réseau de transport ou de transport local, dans le réseau MT du GRD.

PRODUCTION DECENTRALISEE

Unité de production d'électricité raccordée à l'installation d'un URD dont l'énergie produite, au-delà de ses besoins propres, est injectée dans le réseau du GRD.

PROPRIETAIRE

Toute personne qui bénéficie d'un droit de propriété, de superficie ou de tout autre droit réel sur un immeuble disposant d'un raccordement.

RACCORDEMENT "TRANS-MT"

S'entend du raccordement au moyen d'une liaison directe des installations de l'URD avec le jeu de barres secondaire d'un poste d'injection ou d'un poste déporté.

RACCORDEMENT "TRANS-BT"

S'entend du raccordement au moyen d'une liaison directe des installations de l'URD avec le tableau basse-tension d'une cabine de distribution.

RACCORDEMENT "MT"

S'entend du raccordement sur le réseau moyenne tension du GRD.

RGIE

Le Règlement Général sur les Installations Electriques

RGPT

Le Règlement Général pour la protection du Travail, ainsi que le Code sur le bien-être au travail.

TARIF

Les tarifs approuvés ou le cas échéant imposés par la CREG en application de l'A.R. du 2 septembre 2008 relatif aux règles en matière de fixation et de contrôle du revenu total et de la marge bénéficiaire équitable, de la structure tarifaire générale, du solde entre les coûts et les recettes et des principes de base et procédures en matière de proposition et d'approbation des tarifs, du rapport et de la maîtrise des coûts par les gestionnaires des réseaux de distribution d'électricité.

Dans l'attente ou à défaut d'une décision de la CREG, les tarifs en vigueur pour les prestations concernées restent d'application.

TENSION D'ALIMENTATION

Valeur réelle moyenne de la tension efficace entre phases en un point d'accès contractuel mesurée sur base d'un intervalle de temps donné.

UTILISATEUR DU RESEAU DE DISTRIBUTION ou URD

Sans préjudice de la définition apportée par le R.T. Electricité, tout utilisateur, à savoir toute personne dont les installations sont raccordées au réseau de distribution ou qui, à défaut, en a la garde.

II. CHAMP D'APPLICATION, ENTREE EN VIGUEUR, PUBLICATION, DUREE ET ADAPTATION DU REGLEMENT, DUREE ET FIN DU CONTRAT

Sans préjudice des dispositions légales et des dispositions du R.T. Electricité, le présent Règlement régit les rapports entre le GRD et l'URD à partir de la demande de raccordement pour un des raccordements suivants :

- le raccordement Haute Tension/HT ($1\text{kV} < U_n \leq 15.4\text{kV}$) des consommateurs/utilisateurs du réseau HT selon un des deux modes suivants ;

- le raccordement Transformateur-Moyenne-Tension (ci-après Trans-MT) ;
- le raccordement Moyenne-Tension (ci-après MT)

- le raccordement Transformateur Basse Tension (ci-après Trans-BT) ($U_n < 1\text{kV}$).

- le raccordement d'unités de production d'électricité décentralisées (vertes ou autres) d'utilisateurs du réseau raccordés en HT et Trans-BT.

Le contenu du présent Règlement consiste en des conditions générales.

Le contrat entre le GRD et l'URD comportera des conditions particulières dont notamment l'identité des parties et les caractéristiques du raccordement.

En cas de contradiction entre les dispositions contenues dans le contrat et les dispositions du Règlement, les dispositions du contrat priment. Toute dérogation aux présentes conditions générales devra être prévue expressément par le contrat de manière telle à ce qu'elle soit expressément consentie par l'URD Sauf dérogation à une règle supplétive il ne pourra être dérogé au R.T. Electricité.

L'URD et le GRD reconnaissent que le présent Règlement est intégralement soumis au R.T. Electricité pour la gestion et l'accès aux réseaux de distribution d'électricité en Région wallonne², pris par arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2007 publié au Moniteur belge le 24 juillet 2007 (ci-après "R.T. Electricité ") et en particulier aux dispositions générales (Titre I), et au Code de raccordement (Titre III) du R.T. Electricité ainsi qu'à toutes les éventuelles modifications futures de ce Règlement.

Les dispositions légales et réglementaires telles que notamment le RGPT, le Code sur le bien-être au travail, le RGIE et les prescriptions techniques de Synergrid et du GRD s'appliquent également au présent Règlement.

En tant que propriétaire ou titulaire d'un droit de jouissance (octroyé par le propriétaire de l'immeuble) sur les installations reliées au réseau de distribution par le raccordement qui fait l'objet du présent Règlement, l'URD est le seul tenu et bénéficiaire des obligations et droits le concernant issus du présent Règlement et le seul habilité à conclure un contrat de raccordement avec le GRD.

Le présent Règlement entre en vigueur à partir du jour de publication sur le site internet du GRD. Il remplace toutes les dispositions des règlements, contrats ou accords antérieurs conclus entre les Parties qui seraient contraires aux nouvelles règles qu'il contient.

Il peut à tout moment être adapté par une décision de l'organe compétent du GRD approuvée par la CWaPE.

Le présent Règlement est disponible sur le site Internet du GRD. Toutefois, l'URD qui en manifeste expressément le souhait, peut en obtenir une version papier.

Toute nouvelle version modifiée sera également publiée sur le site internet du GRD. A partir de cette publication l'ancienne version du Règlement cesse de régir les droits et obligations qui naissent dès cette publication.

Sauf stipulation contraire dans le contrat, celui-ci est conclu pour une durée indéterminée.

Sauf stipulation contraire, chacune des Parties peut mettre fin au contrat, à tout moment, moyennant le respect d'un préavis et le paiement des frais de déconnexion du réseau par la partie qui donne son préavis. Etant entendu que le GRD est tenu de motiver sa décision et d'en avvertir préalablement la CWaPE, cette résiliation anticipée doit être notifiée à l'autre partie par l'envoi d'un courrier recommandé. Le délai de préavis est de 3 mois, mais il est de 6 mois en cas de préavis émanant d'un URD qui utilise exclusivement pour son compte le branchement sis partiellement ou totalement sur le domaine privé qu'il a en propriété ou en jouissance, et il est de 12 mois pour l'URD qui utilise pas exclusivement pour son compte le branchement sis partiellement ou totalement sur le domaine privé qu'il a en propriété ou en jouissance.

Le délai de préavis ne commence à courir que le premier jour du mois qui suit l'envoi du courrier recommandé, la date de la poste faisant foi.

Chacune des parties peut résilier immédiatement, sans préavis ni indemnités, le contrat, par l'envoi d'une lettre recommandée, en cas de faute lourde ou de négligence grave de l'autre partie s'il n'a pas été remédié à cette situation dans un délai de 1 mois suivant une mise en demeure formelle adressée à la partie en défaut. Ladite mise en demeure formelle mentionnera la faute lourde ou la négligence qui a été commise et précisera que le contrat sera résilié à moins qu'il ne soit remédié à la faute commise ou à moins que la partie mise en défaut soit de bonne foi et ait pris toutes les mesures utiles afin de remédier à la faute en question dans le délai d'un mois précisé ci-avant. Les frais de déconnexion du réseau seront mis à charge de la partie défaillante. Le délai de préavis est cependant de 6 mois en cas de préavis émanant d'un URD qui utilise exclusivement pour son compte le branchement sis partiellement ou totalement sur le domaine privé qu'il a en propriété ou en jouissance, et il est de 12 mois pour l'URD qui utilise pas exclusivement pour son compte le branchement sis partiellement ou totalement sur le domaine privé qu'il a en propriété ou en jouissance.

Constituent notamment des fautes lourdes : toute infraction sanctionnée pénalement (tels le vol, le détournement de fonds, le détournement d'électricité,...), le manquement aux obligations d'information et de communication décrites dans le présent Règlement, le manquement aux obligations de confidentialité, le manquement aux exigences minimales de sécurité pour les personnes et les biens, le dépassement de la puissance de raccordement, le manquement aux lois du service public et aux dispositions légales ou réglementaires qui ont un caractère d'ordre public.

III. DISPOSITIONS PREALABLES AU RACCORDEMENT

III.a. Mode de raccordement

Le GRD définit, sur base des dispositions du R.T. Electricité et des caractéristiques du réseau existant, le mode de raccordement en fonction de la puissance de raccordement demandée.

La puissance de raccordement est définie de commun accord entre le GRD et l'URD.

Le tracé du raccordement en domaine privé ainsi que l'emplacement de l'équipement de mesure et l'éventuelle cabine HT, est fixé de commun accord sur proposition du GRD. A défaut de précision écrite, il est normalement en

² Ce document est disponible sur le site de la CwaPE: www.cwape.be

ligne droite et perpendiculaire à la voirie et devra tenir compte des exigences techniques résultant des standards mis en application.

Le reste du tracé du raccordement, les emplacements et caractéristiques de ses éléments sont déterminés de telle façon que la sécurité générale, la conservation, le fonctionnement régulier des éléments constitutifs du raccordement et des accessoires soient assurés et que les relevés de consommation, la surveillance, la vérification et l'entretien puissent se faire aisément.

En ce qui concerne le tracé des installations et câbles de raccordement sis sur son terrain, l'URD ou le détenteur des droits réels concernés sur le fonds est tenu de concéder au GRD, dans le Contrat, les servitudes requises en vue d'assurer la pose et le maintien utile des installations concernées.

Les modalités d'exécution et les délais de réalisation d'un raccordement ou d'une adaptation d'un raccordement existant sont transmis à l'URD dans le cadre de l'offre qui lui est transmise avant finalisation du contrat. Pour l'exécution des travaux de raccordement, le GRD respectera les modalités de l'offre acceptée par l'URD.

Si le GRD apporte des modifications importantes et durables à la tension du réseau de distribution, il couvrira les frais entraînés par la modification qui en résulte des installations de l'URD ou du propriétaire de l'immeuble en tenant compte du degré de vétusté des installations et sauf convention spécifique avec l'URD.

III.b. Équipements de mesure

Tout point d'accès au réseau de distribution comporte un équipement de mesure pour déterminer le prélèvement et l'injection d'énergie en ce point d'accès par rapport au réseau de distribution. Les équipements de mesure et les données de mesure ou de comptage ont pour but de pouvoir réaliser la facturation des quantités d'énergies prélevées ou injectées. Le GRD fixe les caractéristiques de l'équipement de mesure. Le GRD ou la personne qu'il désigne est, pour le réseau de distribution où il est établi comme gestionnaire, le seul fondé à mettre des équipements de mesure à disposition, à les placer, à les étendre, à les entretenir et à les exploiter.

Tout URD raccordé au réseau du GRD a le droit d'exiger, à ses frais, l'installation d'un équipement de mesure complémentaire individuel agréé par le GRD.

Le GRD définit, sur base des dispositions du R.T. Electricité et des caractéristiques du réseau existant, le mode de raccordement en fonction de la puissance de raccordement demandée.

Les frais relatifs au raccordement sont définis notamment en fonction de la puissance de raccordement demandée et à charge de l'URD.

L'emplacement de l'équipement de mesure et l'éventuelle cabine de transformateur, est fixé de commun accord sur proposition de l'URD. Dans les immeubles occupés par plusieurs URD, les équipements de mesure sont individualisés sauf dérogations visées à l'article 26 3 du décret et placés groupés, sauf exceptions.

L'endroit dans lequel l'équipement de mesure et le raccordement sont installés, doit rester sec, aéré et toujours accessible.

Le GRD a toujours le droit de modifier ou de remplacer ses équipements de mesure.

III.c. Prescriptions techniques

III.c.1. Raccordement et installation de l'URD

III.c .1.1. Dispositions légales et prescriptions techniques

Le raccordement et les installations de l'URD doivent être conformes aux dispositions légales et réglementaires telles que notamment le RGPT, le Code sur le bien-être au travail et le RGIE. Ces installations sont également soumises aux prescriptions techniques du GRD.

L'URD est, en particulier, tenu de respecter les dispositions stipulées dans les prescriptions C2/112 "Prescriptions techniques cabines HT (< = 15 kV) " en HT, C1/107 « Prescriptions techniques générales relatives au raccordement d'un URD » en Trans-BT C10/11 « Prescriptions techniques spécifiques de raccordement d'installations de production décentralisée fonctionnant en parallèle sur le réseau de distribution » et C10/17 Prescriptions Power Quality pour les utilisateurs raccordés aux réseaux haute tension, telles qu'établies par Synergrid et qui sont utilisées, entre autres, comme références par le GRD.

Lesdites prescriptions contiennent les directives auxquelles doivent répondre les installations de l'URD et que le GRD peut éventuellement préciser et/ou compléter. Si celles-ci sont incomplètes, l'URD est tenu de respecter le document qui remplacerait ces prescriptions sans que celui-ci puisse avoir d'effet rétroactif.

Les installations de l'URD ne pourront être mises en service ou raccordées au réseau que lorsqu'elles répondent aux obligations légales ou réglementaires en vigueur au moment du placement ou du raccordement. La preuve du respect du RGIE est apportée par un rapport d'un organisme agréé au sens du RGIE. Les frais liés à ces rapports sont à charge de l'URD de même que les frais des nouveaux tests qui sont effectués après que les modifications requises ont été apportées à l'installation.

III.c.1.2. Concept des installations de l'URD et du raccordement

La conception des installations de l'URD tiendra compte des éléments suivants en plus des prescriptions mentionnées en III.C.1.1. ;

- l'appareillage de connexion au réseau ;
- l'appareillage de protection et son réglage ;
- l'implantation ;
- l'accessibilité des installations ;
- la commodité d'emploi ;
- l'identification de l'appareillage de commande.

Les installations électriques alimentées par des raccordements distincts ne peuvent pas être connectées entre elles.

Une même installation ne peut avoir plus d'un raccordement et le cumul des raccordements de l'URD ne peut dépasser le seuil de puissance fixé dans le R.T. Electricité ou le contrat.

Avant la mise en service d'un raccordement, l'URD fournit au GRD l'ensemble des documents et autorisations nécessaires tels que mentionnés dans les textes légaux et les prescriptions de Synergrid. L'URD prend contact avec le GRD avant de réaliser d'éventuelles adaptations de ses installations.

En cas de modifications des caractéristiques de prélèvement ou d'injection ou en cas de modifications imputables à l'URD de conditions contractuelles du raccordement, le GRD peut modifier le raccordement aux frais de l'URD afin de préserver la sécurité, les possibilités de surveillance et d'entretien aisé du raccordement, le fonctionnement correct des appareils et accessoires du raccordement et le relevé aisé des compteurs.

Le GRD apprécie la conformité ou l'absence de conformité d'un raccordement ou d'une installation et les dommages ou nuisances éventuels que la non-conformité du raccordement ou d'une installation est susceptible d'occasionner.

Tout raccordement ou toute installation d'un URD qui ne serait pas conforme aux références utilisées par le GRD et qui occasionne ainsi des dommages ou des nuisances au réseau ou à un ou plusieurs autre(s) utilisateur(s) du réseau, devra être mis en conformité par l'URD, à ses frais, dans le cadre et suivant les modalités prévues à l'article III.C.1.5. ci-après. Le GRD ne peut en aucun cas être tenu responsable des dommages causés à d'autres URD ou à des tiers durant le délai prévu à l'article III.C.1.5. ou si, à l'issue de ce délai, la mise en conformité des installations n'est toujours pas réalisée.

En cas d'écart entre la puissance contractuelle et la puissance réelle de prélèvement ou d'injection, l'URD est tenu, après avoir obtenu l'approbation du GRD, d'acquiescer un droit de prélèvement ou d'injection de puissance supplémentaire sur le réseau, et d'en supporter les coûts, quels que soient les travaux nécessaires.

III.c.1.3. Protections contre les surintensités

En HT, les protections normales situées dans la cabine de tête de l'URD sont la propriété de ce dernier ou, si une convention existe entre eux, celle du propriétaire de l'immeuble ou d'un titulaire d'un droit réel. Elles sont choisies sur base d'une liste de protections agréées par le GRD. Cette liste est disponible, sur demande, auprès du GRD. Les réglages des protections de l'URD qui ont pour objet de déconnecter les installations du réseau en cas d'incident, sont déterminés par le GRD et vérifiés par le GRD ou son mandataire.

Suite à un changement de la situation du réseau, le GRD peut déterminer de nouvelles valeurs de consigne pour les protections installées dans la cabine de tête de l'URD HT, ceci afin d'assurer le maintien de la sélectivité dans les réseaux. Le GRD met tout en œuvre pour informer l'URD, dans les meilleurs délais, tant du changement de ces valeurs de consigne que de motivation principale qui a induit ce changement. A la suite de tels changements, tous les frais résultant d'éventuelles modifications aux installations de l'URD et qui ne sont pas la propriété du GRD, sont à charge de ce dernier.

En Trans-BT, les protections contre les surintensités du raccordement sont intégrées dans le réseau du GRD et sont de sa responsabilité.

III.c.1.4. Télécommande centralisée

L'installation de l'URD ne pourra en aucun cas nuire aux signaux que le GRD utilise pour la télécommande centralisée (TCC). En particulier, l'URD veillera à ce que son installation ne soit pas à l'origine d'une absorption anormale ($K_n < 2,5$) de ces signaux (la fréquence TCC utilisée dans un certain territoire étant déterminée par le GRD et peut être communiquée par le GRD sur simple demande) ou que son installation ne devienne pas une source de signaux TCC. Il adaptera le cas échéant son installation à cette fin.

III.c.1.5. Droit de contrôle

Le GRD peut, à tout moment, s'assurer du respect des dispositions légales et réglementaires ainsi que du respect de ses propres prescriptions à l'égard des installations auxquelles ses préposés ont accès dans le cadre de l'exercice de sa mission d'exploitation. Il communiquera ses remarques par écrit à l'URD via une mise en demeure. En cas d'incident, l'URD veillera à ce que le droit d'accès du GRD puisse effectivement et immédiatement être exercé.

L'URD, qui est pleinement responsable de ses installations, adaptera ses installations à ses frais en vue de les rendre conformes aux prescriptions décrites aux articles III.C.1.1. et III.C.1.2. ci-dessus. A défaut pour l'URD de procéder aux adaptations requises endéans les délais impartis (au maximum six mois, ce délai étant suspendu à partir de la demande d'un permis nécessaire à la réalisation des adaptations susvisées jusqu'à l'obtention de ce permis) qui suivent sa prise de connaissance de la situation, le GRD peut, dans les 14 jours qui suivent l'envoi d'une ultime mise en demeure par voie recommandée, mettre le raccordement hors service ou procéder à la déconnexion. L'URD informera le GRD de sa demande de permis qu'il introduira le plus rapidement possible sous peine de ne pouvoir bénéficier de la suspension susvisée. Cette mise hors service peut être accomplie sans délai préalable suite à la mise en demeure visée au premier alinéa lorsque la situation présente un danger pour les personnes ou les biens ou lorsque cette situation entraîne des perturbations au réseau de distribution.

III.c.2. Appareils d'utilisation

Complémentairement à l'article III.C.1.1. les installations de l'URD doivent être conçues et disposées de manière à ne pas causer de perturbations au réseau du GRD. En tout temps et au minimum, ces installations respecteront les normes nationales et internationales, les règles et recommandations techniques ainsi que les dispositions du R.T. Electricité complété par les prescriptions Synergrid et en particulier la prescription C10/17 « Prescriptions Power Quality pour les utilisateurs raccordés aux réseaux haute tension »,

Le GRD peut exiger de l'URD qu'il prenne, à ses frais, toutes les mesures nécessaires pour éviter que le fonctionnement de ses installations ait des influences néfastes sur le fonctionnement du réseau ou envers d'autres URD. L'influence néfaste s'entend de situations qui trouvent leurs origines dans les installations de l'URD et qui peuvent influencer la sécurité ou la fiabilité du réseau de distribution ainsi que de situations susceptibles de créer un risque tant pour le bon fonctionnement du réseau que pour la sécurité des personnes ou des biens. A défaut de mesures adéquates de l'URD dans le délai éventuellement mentionné par le GRD, le GRD a le droit de mettre le raccordement hors service afin de garantir le bon fonctionnement et la qualité de la tension sur le réseau.

Si l'URD MT a en service ou souhaite installer des appareils qui provoquent des harmoniques, il veillera à se conformer à la prescription Synergrid C10/17 et à cette fin consultera préalablement le GRD.

Les installations de l'URD Trans-BT seront utilisées de manière à obtenir un équilibre entre les trois phases, le courant de la phase la plus chargée ne pouvant dépasser de plus de 120 % celui de la phase la moins chargée.

L'URD consultera également le GRD dans le cas où ses installations provoqueraient des baisses de tension importantes ou du flicker (soit le papillonnement dû à des variations très rapides de tension) sur le réseau en vue d'identifier les travaux et les frais qui lui incombent pour respecter les dispositions de la prescription Synergrid C10/19.

III.c.3. Contrôle et attestation

Avant la mise en service d'un raccordement, l'URD fournit au GRD l'ensemble des documents et autorisations nécessaires tels que mentionnés dans les textes légaux et les prescriptions de Synergrid. L'URD prend contact avec le GRD avant de réaliser d'éventuelles adaptations de ses installations.

Tout raccordement ou toute installation d'un URD qui ne serait pas conforme aux références utilisées par le GRD et qui occasionne ainsi des dommages ou des nuisances au réseau ou à un ou plusieurs autre(s) URD, devra être mis en conformité par l'URD, à ses frais, dans le cadre et suivant les modalités prévues à l'article III.C.1.5. ci-avant. Le GRD ne peut en aucun cas être tenu responsable des dommages causés à d'autres URD ou à des tiers durant le délai prévu à l'article III.C.1.5. ou si, à l'issue de ce délai, la mise en conformité des installations n'est toujours pas réalisée.

III.c.4. Le fonctionnement des installations de l'URD et du raccordement

Le fonctionnement des installations de l'URD et du raccordement ne peut perturber l'exploitation du réseau auquel elles sont connectées, tant au niveau des caractéristiques techniques qu'au niveau des aspects de sécurité liés à l'exploitation.

Tout raccordement ou toute installation d'un URD qui ne serait pas conforme aux prescriptions légales et réglementaires, aux prescriptions Synergrid ou aux prescriptions du GRD et qui peuvent influencer la sécurité ou la fiabilité du réseau de distribution du GRD ou des installations d'un ou plusieurs autre(s) URD, ou génère des perturbations qui ne sont pas admises selon la Prescription Synergrid C10/17, devra être mis en conformité par l'URD, dans le cadre et suivant les modalités prévues à l'art. IV.j. ou IV.k.. Ces modifications seront effectuées aux frais de l'URD ou du propriétaire de l'immeuble selon leurs responsabilités respectives.

Le GRD ne peut en aucun cas être tenu responsable des dommages causés à d'autres URD ou à des tiers durant le délai prévu à l'art. IV.j. ou IV.k. ou si, à l'issue de ce délai, la mise en conformité des installations n'est toujours pas réalisée. Dans le cas où il déciderait d'indemniser les dommages invoqués, il sera subrogé dans les droits des tiers lésés envers l'auteur des dommages.

En cas de non-exécution des travaux requis dans le délai applicable, le GRD a le droit, après une ultime mise en demeure telle que visée par l'article 18 du R.T. Electricité, de suspendre l'accès à la fin du délai prévu par cette mise en demeure. S'il s'avère que les installations de l'URD ou du propriétaire sont à l'origine d'une perturbation qui a fait l'objet d'une réclamation d'un autre URD ou s'il s'avère que les travaux requis sont dus à un manquement de l'installation de l'URD qui crée un risque pour le bon fonctionnement du réseau ou pour la sécurité des personnes ou des biens, cette ultime mise en demeure n'est pas obligatoire.

En cas de doute quant au bon fonctionnement d'une installation existante, elle peut faire l'objet d'inspections et de contrôles conformément au RGIE. Si aucune non-conformité n'est décelée à l'issue de ces nouveaux contrôles, les frais de ces inspections et de contrôles sont à charge de la partie qui les a demandés.

III.c.5. Mise à disposition d'un espace ou local, percée du mur

Pour les immeubles dont la capacité le raccordement dépasse 56 kVA le GRD a le droit d'exiger un local adapté pour y placer les équipements de mesure et le cas échéant les installations de transformation.

L'obligation dans le chef du propriétaire ou de l'URD de mettre à disposition pareil local ou emplacement est gratuite dans le chef du GRD si les installations du GRD ne desservent que le bâtiment concerné ainsi que ses annexes éventuelles.

Si nécessaire, une convention particulière (mise à disposition gratuite, cession, bail emphytéotique, servitude(s)...) formalisera la mise à disposition d'un local ou d'un espace ad hoc à la demande du GRD. A sa demande cette convention fera l'objet d'un acte authentique qui devra être dressé avant l'exécution des travaux du GRD dans l'immeuble ou le terrain concerné. La percée du mur de l'immeuble peut être confiée aux soins de l'URD ou du propriétaire de l'immeuble selon les dispositions du R.T. Electricité, et le cas échéant les indications du GRD.

La percée dans le mur doit être obturée soit par l'URD soit par le propriétaire de l'immeuble, de manière à la rendre étanche à l'eau et au gaz.

L'orifice de passage du raccordement ne peut être utilisé pour d'autres câbles ou d'autres canalisations.

III.d. Dispositifs de comptage

Les compteurs doivent être conformes aux normes imposées par la I.E.C. - C.E.I (International Electrotechnical Commission - Commission Electronique Internationale), l'Institut Belge de Normalisation (I.B.N.), le CENELEC et le CEB. En termes d'équipement de mesure installé dans la cabine de l'URD HT, celui-ci doit fournir lui-même les transformateurs de courant et de tension conformes au R.T. Electricité, aux prescriptions Synergrid et aux prescriptions du GRD. L'URD devra montrer les certificats d'étalonnage de ces équipements au GRD et cela avant la mise en service de l'installation de mesure. Toute intervention ou manipulation des transformateurs de courant et de tension devra se faire en collaboration avec le GRD.

Le GRD fournit les transformateurs de mesure de courant et de tension dans les autres cas.

III.e. Mise en service

Une installation nouvelle n'est raccordée à la demande de l'URD qu'après réception d'une attestation de la conformité aux prescriptions légales et réglementaires et aux normes en vigueur, à ses frais ou à ceux du propriétaire de l'immeuble.

Avant la mise en service du raccordement, l'URD a l'obligation de conclure un contrat de fourniture avec un Fournisseur agréé en Région wallonne. Le Fournisseur s'enregistre informatiquement dans le registre d'accès du GRD (Move-in). Sous réserve des dispositions reprises notamment sous l'article III.a. et sous l'article IX, un raccordement n'est mis en service qu'après l'enregistrement du Fournisseur de l'URD dans le registre d'accès tenu par le GRD.

Le GRD attribue un code EAN à chaque point d'accès par sens d'énergie valorisé. Un point d'accès ne peut concerner qu'un seul URD.

Le GRD veille à l'existence pour chaque raccordement d'un Fournisseur et d'un responsable d'équilibre. Le client final peut avoir pour un point d'accès un responsable d'équilibre et plusieurs fournisseurs titulaires d'une licence de fourniture valable. Pour ce faire, il doit passer un contrat avec un des fournisseurs pour qu'il assume toutes les obligations imposées par le R.T. Electricité. La responsabilité du gestionnaire du réseau de distribution se limite à la mesure globale, le fournisseur principal se chargeant lui-même de répartir les consommations entre les fournisseurs du point d'accès. Cette disposition n'est applicable que lorsque la courbe de charge est mesurée. La désignation du ou des fournisseurs et du responsable d'équilibre doit avoir une durée minimale de 3 mois.

Le délai maximum de mise en service après la réalisation du raccordement est de trois jours ouvrables, pourvu que toutes les conditions contractuelles préalables soient remplies.

III.f. Dispositions particulières

L'établissement d'un réseau privé, d'une ligne directe ou la revente d'énergie à un autre URD nécessite une autorisation Ministérielle.

Les conditions et modalités éventuelles y afférentes figurent sur le site internet du GRD concerné ou peuvent être obtenues après simple demande écrite.

IV. DISPOSITIONS RELATIVES AUX INSTALLATIONS DE RACCORDEMENT

IV.a. Contenu et propriété de l'ouvrage de raccordement

Dans les limites précisées ci-après, le GRD est propriétaire du raccordement jusqu'au premier organe de coupure et sauf dérogation contractuelle.

Le raccordement MT comprend la ou les liaisons qui alimentent la cabine de tête de l'URD, en ce compris les parties des liaisons situées sur le terrain et dans les bâtiments de l'URD et de l'équipement de mesure à l'exception des transformateurs de courant et de tension (nonobstant la situation existante et quelle que soit l'intervention payée).

Le raccordement Trans-MT comprend, en plus des éléments constituant un raccordement MT, l'ensemble des équipements installés au niveau de la sous-station « source » du GRD, destinés à raccorder l'URD au réseau et à assurer la protection tant du raccordement que du réseau.

Si les transformateurs de courant et de tension ont été fournis par le GRD ils deviennent la propriété de l'URD à la signature du contrat.

La ou les cellules d'arrivée dans la cabine sont la propriété de l'URD. L'URD a un droit de jouissance sur ces cellules en concertation avec l'éventuel tiers qui est le propriétaire de l'immeuble dans lequel se trouve la cabine.

Lorsque le raccordement est réalisé en entrée/sortie sur le réseau HT du GRD (voir schéma en annexe du contrat), les cellules d'entrée et de sortie font fonctionnellement partie du réseau de distribution. Le GRD a le droit d'utiliser ces installations gratuitement pour le transport d'électricité au sein du réseau de distribution. Il est seul habilité à manœuvrer ces équipements.

Le raccordement Trans-BT comprend la liaison qui alimente l'URD, en ce compris la partie de la liaison située sur le terrain et dans les bâtiments de l'URD, ou du propriétaire qui lui a donné un droit de jouissance, et l'équipement de mesure y compris les transformateurs de courant (nonobstant la situation existante et quelle que soit l'intervention payée).

Lorsque la relation entre le GRD et l'URD prend fin, les droits de propriété du raccordement ne seront en aucun cas modifiés, ni les droits et les obligations y afférents. Cependant, l'URD devra notifier cette fin avec un préavis de 6 mois avant la fin de l'utilisation par lui du raccordement en cas d'utilisation exclusive pour son compte, et avec un préavis d'un an en cas d'une utilisation non-exclusive.

IV.b. Entretien et maintenance

Le GRD veille à la qualité et à la sécurité de fonctionnement des équipements du raccordement, conformément au RT Electricité pour autant que les informations qu'il reçoit, notamment de l'URD, du Fournisseur, du GRT (Gestionnaire du réseau de transport) et d'autres GRD le lui permettent.

Chacune des parties supporte la responsabilité, les coûts et les charges pour le bon fonctionnement et le maintien en état (entretien et réparation) des installations du raccordement qui sont leur propriété (ou le cas échéant dans le cas de l'URD, qui n'est pas propriétaire de l'immeuble, des installations dont il a la jouissance en accord avec le propriétaire).

L'URD ou le propriétaire de l'immeuble veille au bon état de fonctionnement et d'entretien de ses installations en domaine privé, en ce compris la partie du raccordement qui est sa propriété ou sur laquelle il dispose du contrôle effectif ou d'un droit de jouissance en accord avec le propriétaire de l'immeuble et/ou le détenteur de droits réels. L'URD ou le propriétaire du bien concerné et/ou le détenteur de droits réels a l'obligation de prendre toutes les précautions nécessaires et utiles pour éviter tout dommage au raccordement en domaine privé. Il assume seul la responsabilité des accidents ou dommages pouvant survenir en raison de l'existence ou de l'usage des dites installations, qu'elles soient ou non en service. L'URD se porte fort pour le propriétaire du bien concerné et/ou le détenteur de droits réels.

L'URD accordera au GRD toute autorisation aux fins de procéder aux travaux d'entretien et de réparations des câbles situés sur le terrain concerné. De même l'URD accordera au GRD un accès aisé aux engins nécessaires pour effectuer lesdits travaux.

Les frais et les coûts d'une mise hors service ou d'une remise en service sont à charge de l'URD ou du propriétaire selon le cas. Les coûts de remise en état initial des locaux, des voies d'accès et des terrains situés dans la propriété de l'URD (ou du propriétaire de l'immeuble) sont à charge du propriétaire ou de l'URD.

Les frais et les coûts de l'enlèvement du raccordement exécuté soit à la demande écrite du propriétaire du bien concerné si aucun URD ne fait usage du raccordement, soit conformément à une notification faite par le GRD au propriétaire dans le cas où l'URD ne fait plus usage du raccordement, sont à charge du propriétaire ou de l'URD.

Le propriétaire de l'immeuble ou l'URD assume seul la responsabilité des accidents ou dommages pouvant survenir en raison de leur existence ou de leur usage.

Le GRD est seul habilité à l'entretien de la partie du raccordement qui est sa propriété. Seul le GRD ou un entrepreneur mandaté par ce dernier peut placer, modifier, renforcer, déplacer ou enlever la partie du raccordement et des équipements qui sont sa propriété. Pour ce faire, le GRD agira conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur et conformément aux prescriptions qui lui sont propres.

En ce qui concerne les installations de raccordement et des câbles éventuels sis sur son terrain et leur tracé, l'URD ou le propriétaire du fonds est tenu d'assurer le maintien utile des installations concernées.

IV.c. Remplacement ou adaptation des installations

Le GRD assure le remplacement des installations qui sont sa propriété si tel remplacement est nécessaire pour l'exécution de ses obligations en matière d'entretien et de réparation de ces installations.

L'URD adaptera les installations à ses frais en vue de les rendre conformes aux prescriptions décrites à l'article III.c. ci-dessus. A défaut pour l'URD de procéder aux adaptations requises endéans les délais impartis (au maximum six mois) qui suivent sa prise de connaissance de la situation, le GRD peut, dans les quatorze (14) jours ouvrables qui suivent l'envoi d'une mise en demeure par voie recommandée, mettre le raccordement hors service aux frais de l'URD. Cette mise hors service peut être accomplie immédiatement, sans délai préalable lorsque la situation présente un danger pour les personnes ou les biens ou lorsque cette situation entraîne des perturbations au réseau de distribution.

Le renouvellement de l'ensemble des équipements de raccordement en raison de modification des installations de l'URD ou du propriétaire de l'immeuble est à charge de ces derniers.

Le renouvellement de l'ensemble des équipements de raccordement d'un URD Trans-MT ou Trans-BT en raison de la vétusté de ces installations est également à charge de l'URD en tenant compte de la convention éventuelle telle que prévue par l'article 17 du R.T. Electricité.

IV.d. Manœuvres

Les manœuvres de connexion et d'exploitation des appareils constitutifs du raccordement relèvent de la compétence exclusive du GRD. Les dispositifs de coupure extérieurs éventuels ne peuvent être manœuvrés que par le GRD.

Seul le GRD est autorisé à effectuer des interventions et/ou manœuvres sur l'ouvrage de raccordement.

Seul le GRD est habilité à manœuvrer les appareils disposés dans les cellules connectées ou connectables au réseau de distribution situées dans la cabine de tête de l'URD en HT.

Les manœuvres accomplies à la demande de l'URD doivent toujours être planifiées en concertation avec le GRD.

Lors de pannes, le GRD prend toutes les initiatives pour réalimenter le raccordement concerné conformément aux procédures de sécurité du GRD.

En Trans-BT, l'URD est autorisé à manœuvrer le disjoncteur général de branchement sauf s'il est scellé ou consigné.

Des conventions spécifiques d'exploitation pourront être établies dans le contrat de raccordement.

En HT, en cas de nécessité d'intervention sur le(s) câble(s) ou/et disjoncteur(s), interrupteur(s)-sectionneur(s), groupe de comptage, alimentation de secours, le GRD consignera, au moyen d'un système de verrouillage, les appareils interrupteurs sectionneurs têtes de câble et sectionneurs de mise à la terre de la tête de câble.

Le coût des interventions d'exploitation normales réalisées sur l'initiative du GRD sur le réseau (en ce compris les cellules d'entrée et de sortie) n'est pas facturé directement à l'URD mais fait partie du tarif d'utilisation du réseau.

Par contre les manœuvres réalisées par le GRD à la demande de l'URD ou à la suite d'un incident dont l'origine se trouve dans les installations de celui-ci sont à charge de ce dernier.

IV.e. Travaux à proximité ou aux installations en exploitation

Pendant l'exploitation des installations (à savoir le réseau et les installations des utilisateurs du réseau) et durant l'exécution de travaux sur les installations ou à proximité de celles-ci, le GRD et l'URD respecteront les dispositions légales et réglementaires en matière de protection des personnes et des biens notamment le RGPT, le Code sur le bien-être au travail et le RGIE.

Le GRD qui effectue, fait effectuer ou qui assiste à des essais ou à des travaux sur ou dans les environs des installations d'un URD, se conformera aux prescriptions de sécurité de cet URD applicables aux personnes et aux biens.

Avant l'exécution de travaux ou avant l'accomplissement d'essais sur ses installations, l'URD est tenu de communiquer en temps utile ses prescriptions de sécurité éventuellement applicables aux personnes et aux biens, aux préposés du GRD qui effectuent ou assistent auxdits travaux ou essais. A défaut pour l'URD de communiquer lesdites prescriptions en temps utile, le GRD utilisera ses propres prescriptions de sécurité applicables aux personnes et aux biens.

Sans préjudice des dispositions légales et/ou réglementaires en la matière, l'URD ou le propriétaire de l'immeuble concerné est tenu de se concerter avec le GRD si le réseau de distribution risque d'être endommagé à l'occasion de travaux qu'il envisage à proximité du raccordement.

L'URD (ou le propriétaire de l'immeuble) est tenu d'informer les tiers de l'existence des installations de raccordement ou du réseau que ce soit à l'occasion de travaux ou d'une cession immobilière.

L'URD ne peut intervenir au niveau des cellules connectées ou connectables au réseau pour entretien ou réparation sans la remise d'une attestation de mise à disposition délivrée par le GRD.

IV.f. Dommages aux installations

L'URD, ou le GRD, assume seul la responsabilité des accidents ou dommages pouvant survenir en raison de l'existence ou de l'usage de l'installation qui est sa propriété ou dont il a le gardiennage jusqu'à la limite de propriété foncière.

L'URD ou le cas échéant le propriétaire de l'immeuble concerné, gardien du raccordement veillent jusqu'à la limite de propriété foncière au bon fonctionnement et au bon état des installations sous leur garde, en ce compris la partie du raccordement qui est sous sa garde ou sur laquelle il dispose du contrôle effectif ou d'un droit de jouissance en accord avec le propriétaire de l'immeuble ou qui est sa propriété.

En particulier, l'URD ou le cas échéant le propriétaire de l'immeuble concerné s'interdit tout déplacement/modification de position des équipements du GRD qu'il s'agisse du raccordement ou de l'équipement de mesure.

L'URD ou le cas échéant le propriétaire de l'immeuble concerné ont l'obligation de prendre toutes les précautions nécessaires et utiles pour éviter tout dommage au raccordement. Le cas échéant, en particulier en vue de la démolition de l'immeuble, il demandera préalablement au GRD l'enlèvement du raccordement, aux frais du propriétaire de l'immeuble.

L'URD ou le cas échéant le propriétaire de l'immeuble concerné est tenu de notifier immédiatement au GRD tout dommage, anomalie ou non-conformité aux prescriptions légales qu'il peut raisonnablement constater sur le raccordement afin de permettre au GRD d'intervenir pour tenter d'y remédier. A défaut d'une telle notification ou en cas de notification tardive pour remédier efficacement au dommage, anomalie ou non-conformité précitée, la responsabilité du GRD ne peut être engagée sauf manquement fautif de la part de ce dernier.

Il incombe à l'URD ou le cas échéant au propriétaire de l'immeuble concerné d'informer immédiatement le GRD de toute avarie, altération ou inadaptation aux prescriptions légales qu'il est raisonnablement être en mesure de constater. A défaut d'une telle notification par l'URD ou le cas échéant le propriétaire de l'immeuble concerné, ou en cas de notification tardive pour remédier efficacement à toute avarie, altération ou inadaptation constatée, la responsabilité du GRD ne peut être engagée.

Les installations de l'URD ou le cas échéant du propriétaire de l'immeuble concerné ne peuvent occasionner aucun dommage de quelque nature que ce soit au GRD ou à des tiers. L'URD ou cas échéant le propriétaire de l'immeuble concerné est tenu de réaliser, à ses frais, l'ensemble des travaux requis pour assurer la mise en conformité de ses installations au regard des exigences en matière de protection des personnes et des biens.

L'URD ou le cas échéant le propriétaire de l'immeuble est tenu d'informer les tiers de l'existence des installations de raccordement que ce soit à l'occasion de travaux ou d'une cession immobilière.

En cas de sinistre de l'immeuble, il incombe à l'URD ou le propriétaire de l'immeuble concerné de signaler à sa compagnie d'assurance les détériorations survenues au raccordement.

IV.g. Enlèvement du raccordement

En tenant compte des dispositions de IV.a., tout raccordement peut être enlevé par le GRD à la demande écrite par lettre recommandée du propriétaire de l'immeuble et à ses frais à la condition qu'aucun URD n'en ait l'usage, sauf si celui-ci déclare qu'il veut garder ce raccordement en réserve pour la réalisation d'un projet à l'étude ou sauf si, en haute tension, ce raccordement sert comme alimentation de secours de ses installations.

Les frais et les coûts d'enlèvement ou de déconnexion du raccordement, exécuté soit à la demande écrite du propriétaire de l'immeuble concerné si aucun URD ne fait plus usage du raccordement, soit conformément à une notification faite par le GRD au propriétaire dans le cas où l'URD ne fait plus usage du raccordement depuis plus d'un an, sont à charge du propriétaire de l'immeuble concerné.

Il en est de même pour les frais de déconnexion d'un raccordement, ainsi que les frais de remise en état initial des locaux, des voies d'accès et des terrains situés dans la propriété de l'URD (ou du propriétaire de l'immeuble concerné) après cet enlèvement.

IV.h. Modifications des caractéristiques du raccordement ou des installations intérieures

L'URD prend contact avec le GRD avant de réaliser d'éventuelles adaptations de ses installations et l'informe des modifications qui peuvent avoir une influence sur le raccordement ou le cas échéant sur les conditions de prélèvement. A défaut de communiquer une telle information, la responsabilité du GRD ne pourra pas être engagée pour les défauts et les dommages consécutifs qui ont pour origine ces modifications techniques.

L'URD met le GRD immédiatement au courant de tout changement de ses installations dans la mesure où ce changement nécessite une adaptation des informations communiquées antérieurement.

En cas de modifications des caractéristiques de prélèvement, ou en cas de modifications imputables à l'URD des conditions qui prévalaient lors de la mise en service du raccordement, le GRD modifie le raccordement aux frais de l'URD afin de préserver la sécurité, les possibilités de surveillance et d'entretien aisé du raccordement, le fonctionnement correct des appareils et accessoires du raccordement et le relevé aisé des équipements de mesure.

Le renouvellement de l'ensemble des équipements de raccordement en raison de modifications des installations de l'URD ou du propriétaire de l'immeuble est à charge de ces derniers.

IV.i. Inspections et essais

L'URD qui souhaite procéder à des essais sur ses installations ou sur son raccordement doit obtenir l'accord préalable et écrit du GRD si ces essais peuvent vraisemblablement avoir une incidence non négligeable sur le réseau, sur le raccordement ou sur les installations d'un autre URD.

Toute demande émanant d'un URD qui vise à procéder à des essais sur ses propres installations doit être motivée et mentionner les données techniques relatives aux essais demandés, leur nature, la procédure envisagée, la planification et les installations sur lesquelles les essais devront être effectués.

Dès réception d'une telle demande, le GRD apprécie, sur base des données qu'elle contient, son opportunité. Il autorise, le cas échéant, les essais demandés et approuve la procédure (e.a. quant à savoir qui réalisera les essais) et la planification à suivre. Il avertit les parties qui, selon lui, sont concernées par les essais demandés.

Lorsque le GRD soupçonne que l'installation du raccordement ou qu'une installation de l'URD n'est pas conforme au présent Règlement ou au contrat de raccordement, ou au R.T. Electricité, ou lorsqu'il estime qu'un raccordement ou une installation de l'URD peut nuire à la sécurité, à la fiabilité ou à l'efficacité du réseau ou nuire à une autre partie, il peut procéder à des essais ou obtenir de l'URD qu'il effectue ces essais moyennant une notification préalable aux parties concernées par ces essais excepté en cas d'urgence. Le GRD et l'URD se concerteront quant aux essais à effectuer, quant à la procédure et à la planification à suivre et quant aux moyens à y consacrer. A défaut d'accord entre ces derniers, le GRD décide de procéder aux essais selon ses prescriptions raisonnables et non discriminatoires. La notification préalable et la concertation ne sont pas d'application en cas d'urgence. En cas d'incident, l'URD veillera à ce que le droit d'accès du GRD puisse effectivement et immédiatement être exercé.

Le GRD qui effectue ou qui assiste à des essais sur les installations d'un URD, se conformera aux prescriptions de sécurité éventuelles de cet URD applicables aux personnes et aux biens. Avant l'accomplissement d'essais sur ses installations, l'URD est tenu de communiquer ses prescriptions de sécurité éventuellement applicables aux personnes et aux biens aux préposés du GRD qui effectuent ou assistent auxdits essais. A défaut pour l'URD de communiquer lesdites prescriptions, le GRD utilisera ses propres prescriptions de sécurité applicables aux personnes et aux biens.

Dans le mois qui suit les essais effectués par ou pour le compte du GRD, celui-ci transmet un rapport aux parties concernées pour autant que les données contenues dans ce rapport ne soient pas confidentielles. Si les essais démontrent qu'une installation ne répond pas aux exigences du R.T. Electricité ou ne répond pas aux exigences du présent Règlement, le GRD met en demeure l'URD de procéder, suivant le prescrit du présent Règlement, à ses frais et les délais impartis (au maximum six mois), aux modifications et adaptations nécessaires. Le cas échéant, si l'URD n'a pas accompli les modifications requises, le GRD pourra les réaliser au nom et à charge de

ce dernier. Les frais des essais qui ont révélé l'infraction ainsi que les frais des nouveaux essais qui seront accomplis pour vérifier les modifications apportées à l'installation sont à charge de l'URD. Dans les autres cas, les frais des essais sont supportés par la Partie qui les a demandés.

IV.j. Accès des personnes aux installations

L'URD s'engage à assurer l'accès aisé, à tout moment, à ses installations et au raccordement (en ce compris l'équipement de mesure) au profit du GRD et de ses préposés, ainsi qu'aux engins et matériaux dont ils ont besoin, même en l'absence de l'URD HT, afin de lui permettre d'accomplir des manœuvres d'exploitation et d'entretien, d'exercer son droit de contrôle, d'effectuer ou de participer à des essais et d'exécuter en général ses obligations.

Si, pour une raison quelconque, le GRD ne peut accéder à une installation afin d'y exécuter une intervention, il facturera directement à l'URD ou au propriétaire de l'immeuble concerné tous les coûts relatifs à la couverture du préjudice qui en découle.

En vue de garantir au GRD les facilités requises pour qu'il puisse intervenir efficacement sur les installations concernées, l'URD s'engage à consulter le GRD et à prendre en compte son avis au sujet de travaux ou de construction(s) qui devraient être effectués au-dessus ou à proximité immédiate du trajet des câbles afin de trouver une solution acceptable pour les deux Parties en ce qui concerne la sécurité et le bon fonctionnement du raccordement. L'URD s'engage à supporter les coûts afférant à ces modifications du raccordement.

Le barillet et les clefs d'accès sont mis à la disposition des parties suivant les prescriptions du GRD.

Le GRD ne pourra, en aucun cas, être tenu responsable des dommages au raccordement ou des dommages résultant de toute défectuosité de fonctionnement, d'anomalie, de perturbations du raccordement (en ce compris l'équipement de mesure) survenues à un moment où il n'avait ou ne pouvait avoir un tel accès.

Si, pour des raisons imputables au propriétaire du fonds ou à l'URD, la partie du raccordement ou des installations sises sur son terrain devient inaccessible, la limite de prise en charge des frais d'entretien et de réparation par le GRD est reportée en limite de propriété.

Au cas où l'accès aux installations de l'URD est soumis à des procédures d'accès et de sécurité spécifiques, celles-ci doivent être préalablement communiquées au GRD. A défaut, le GRD appliquera ses propres prescriptions en matière de sécurité applicables aux personnes et aux biens.

Le GRD peut, à tout moment, s'assurer du respect des dispositions légales ainsi que du respect de ses propres prescriptions à l'égard de ses installations auxquelles ses préposés ont accès dans le cadre de l'exercice de sa mission d'exploitation. Il communiquera ses remarques par écrit à l'URD.

Même en cas d'incident, l'URD veillera à ce que le droit d'accès du GRD puisse effectivement et immédiatement être exercé.

Lorsque le GRD a des raisons sérieuses de soupçonner une fraude dans le chef de l'URD, il peut accéder, sans notification préalable et dans les limites de ce que la loi autorise, au raccordement et aux installations de l'URD concerné.

Pendant la visite des installations de l'URD, ce dernier met à la disposition du GRD toute l'aide nécessaire pour qu'il mène à bien sa mission.

Toute modification dans ou au local dans lequel se trouve, même partiellement, le raccordement, qui a un effet sur l'accessibilité ou la visibilité du raccordement, ne peut être exécutée qu'en concertation avec le GRD.

Une surveillance du raccordement doit toujours être possible.

Si, pour une raison quelconque et sauf dans les cas prévus dans les textes légaux en vigueur, le GRD ne peut accéder à l'équipement de mesure pour réaliser une coupure, il facturera directement à l'URD ou au propriétaire de l'immeuble concerné tous les coûts relatifs à la couverture du préjudice qui en découle y compris les montants relatifs à l'énergie prélevée indûment sur le réseau ainsi que l'indemnité éventuelle qui est due en cas de dommage dispositif de mesure et/ou au raccordement.

L'URD est tenu de réaliser, à ses frais, l'ensemble des travaux requis pour assurer la mise en conformité de ses installations au regard des exigences en matière de protection des personnes et des biens. En cas d'urgence ou au cas où l'URD n'aurait pas accompli les modifications requises, le GRD pourra exécuter les travaux de mise en conformité ou de déconnexion au risque et à charge de l'URD. Les frais pour le GRD résultant du présent alinéa seront portés en compte à l'URD.

V. DISPOSITIONS RELATIVES A LA MISE A DISPOSITION D'ENERGIE VIA LES INSTALLATIONS DE RACCORDEMENT

V.a. Puissance et tension mise à disposition

Le GRD s'engage à mettre à disposition de l'URD, une puissance égale à la puissance de raccordement contractuelle par sens d'énergie telle qu'enregistrée dans le registre d'accès.

Le GRD veille à ce que la tension fournie en chaque point de raccordement satisfasse aux dispositions de la norme NBN EN 50160 « Caractéristiques de la tension fournie par le réseau public de distribution ».

V.b. Interruption et suspension d'accès

Le GRD enregistre pour chaque Point d'accès un Fournisseur et un responsable d'équilibre par EAN pour une période de minimum 3 mois. Le Fournisseur enregistré pour cet EAN est tenu de conclure un contrat d'accès avec le GRD avant que le(s) Fournisseur(s) ne puisse(nt) commencer à livrer/acheter à l'URD.

En l'absence de contrat de fourniture ou s'il a été mis fin à ce dernier, le GRD peut être tenu de suspendre l'accès au réseau aux frais de l'URD.

La responsabilité du GRD ne peut en aucun cas être engagée pour les interruptions urgentes ou concertées avec l'URD décrites au présent point quelle qu'en soit la durée.

- Interruption planifiée

Le GRD a le droit, après concertation avec l'URD concerné, d'interrompre l'accès lorsque la sécurité, la fiabilité et/ou l'efficacité du réseau de distribution ou du raccordement nécessitent des travaux au réseau de distribution ou au raccordement.

Sauf s'il justifie une situation d'urgence, le GRD informe l'URD ainsi que son responsable d'équilibre pour les puissances de raccordement supérieures à 630 kVA, au moins dix jours ouvrables à l'avance du début et de la durée probable d'une interruption. Ce délai est ramené à cinq jours ouvrables s'il s'agit de la régularisation d'une réparation provisoire. Le responsable d'équilibre informe le Fournisseur le cas échéant.

Le GRD publie a posteriori sur son site Internet la liste, la durée et les causes des interruptions planifiées.

- Interruption non-planifiée

Toute coupure de l'alimentation résultant d'un problème technique sur le réseau doit être rétablie dans les meilleurs délais. A cette fin, le GRD dispose d'équipes techniques permettant, sauf cas de force majeure, une intervention dans le délai prévu au R.T. Electricité avec les moyens appropriés pour commencer les travaux qui conduisent à l'élimination du défaut.

Lors d'interruptions non planifiées de l'accès, le GRD donne, à la demande de l'URD ou de son Fournisseur, une explication écrite sur leur origine ainsi que le résumé du déroulement de l'incident, dans le délai prévu au R.T. Electricité. Lors d'interruptions non planifiées de l'accès en H.T., le GRD se tient à la disposition de l'URD ou de son Fournisseur mandaté et du responsable d'équilibre pour les informer sur la nature et la durée de la panne. Le GRD donne à cet effet un numéro de téléphone dont il peut garantir la disponibilité et l'information dans les plus brefs délais.

Le GRD publie sur son site internet la liste, la durée approximative et les causes succinctes relatives au réseau des interruptions non planifiées en haute tension. Ces informations dûment tenues à jour avec un délai inférieur à cinq jours sont maintenues sur le site pendant au moins un an.

- Suspension de l'accès

Le GRD se réserve le droit de suspendre en tout ou en partie l'accès à son réseau de distribution durant le temps strictement nécessaire à la régularisation des situations suivantes :

- 1° en cas de situation d'urgence ;
- 2° en cas de fraude, comme précisé dans l'Arrêté du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public ;
- 3° s'il justifie qu'il existe un risque grave que le bon fonctionnement du réseau de distribution et/ou la sécurité des personnes ou des biens soient menacés ;
- 4° au cas où la puissance de raccordement est dépassée d'une façon notable et récurrente ;
- 5° dans le cas d'un client final non résidentiel et après mise en demeure fixant un délai raisonnable de mise en conformité, si ce client final ou son fournisseur ne respecte pas ses obligations financières, ou si, à un moment donné, il n'y a plus de fournisseur ou de responsable d'équilibre désigné ;

- 6° dans le cas d'un déménagement, si les dispositions de l'arrêté du Gouvernement du 30 mars 2006 n'ont pas été appliquées entraînant la mise en œuvre de la procédure de régularisation instituée par l'arrêté ministériel du 3 mars 2008 et que cette procédure elle-même n'ait pas abouti
- 7° si l'une des conditions visées à l'article 133 du R.T .Electricité viennent à apparaître.
- 8° si l'URD maintient volontairement son installation de comptage hors service.

En cas de manquement de l'URD entraînant la mise hors service ou la déconnexion de son raccordement, les frais relatifs à la mise hors service de ce dernier par mesure de sécurité, sont à sa charge au tarif en vigueur au moment des faits. Un avis de coupure sera envoyé au préalable à l'URD par lettre recommandée.

La responsabilité du GRD ne peut en aucun cas être engagée pour les interruptions ou les suspensions non planifiées décrites ci-avant.

V.c. Déménagements et transfert de propriété

En cas de déménagement de l'URD, celui-ci est tenu d'en informer son Fournisseur dans le respect du délai prévu dans la législation applicable et repris dans les conditions générales des fournisseurs afin d'acter ce changement dans le registre d'accès.

En cas de transfert, en usage ou en propriété, de biens meubles ou immeubles pour lequel le raccordement est en service, le présent Règlement est immédiatement d'application et le repreneur reprend l'intégralité des droits et des obligations de l'URD précédent sans qu'il reprenne les droits *intuitu personae* ou soit solidairement responsable des obligations *intuitu personae* existantes au moment de la reprise dans le chef de l'URD précédent. A défaut d'une telle reprise des droits et des obligations, le GRD pourra prendre toutes mesures utiles pour les définir et pourra être indemnisé de ce chef.

En cas de non respect de cette disposition le GRD peut suspendre l'accès au réseau du raccordement pour lequel aucun URD n'est connu.

VI. DISPOSITIONS RELATIVES AUX DONNEES DE COMPTAGE

VI.a. Équipement de mesure

Sous réserve d'autres dispositions dans le contrat de raccordement, le GRD est propriétaire de l'équipement de mesure.

Le GRD a toujours le droit de modifier ou de remplacer l'équipement de mesure.

L'URD veille à ce que l'équipement de mesure ne soit pas soumis à des chocs, vibrations, manipulations, températures extrêmes, à une humidité excessive et, en général, à tout ce qui peut lui porter préjudice ou occasionner des dérangements ou dégradations.

L'URD ou le propriétaire de l'immeuble a la garde des scellés placés sur l'équipement de mesure. Il avise ce dernier dans le plus bref délai de toutes dégradations ou anomalies qu'il constaterait.

A la demande de l'URD ou du fournisseur, une sortie d'impulsion de l'installation de comptage peut être mise à disposition. Le GRD décline toute responsabilité en cas de mauvais fonctionnement ou de non-fonctionnement de ce support d'information.

VI.b. Placement d'équipements de mesure par l'URD

En cas de défaut éventuel d'un compteur du GRD, les données relevées par un appareil de catégorie similaire de l'URD pourront être utilisées pour l'établissement de la facturation.

L'URD peut placer à ses frais dans ses installations tous les appareils qu'il juge utiles pour vérifier la précision des données des équipements de mesure du GRD ou pour tout autre besoin.

Un tel équipement appartenant éventuellement à l'URD peut faire office de comptage de contrôle s'il répond aux prescriptions du R.T. Electricité et s'il est enregistré comme équipement de mesure de contrôle dans le contrat conclu entre l'URD et le GRD.

Si nécessaire pour réparation, l'URD MT ou Trans-MT est tenu de mettre à disposition un nouveau transformateur de courant ou de tension faisant partie des équipements de mesure dans les trois jours ouvrables. A défaut, le GRD procédera à l'estimation des consommations durant la période de réparation.

VI.c. Relevé d'index

Le relevé des données des équipements de mesure se fait soit sur place, soit par télé-relevé, selon les dispositions du contrat.

Le GRD mesurera les puissances et les énergies actives et réactives sur le Point d'accès.

Si l'installation de mesure ne se trouve pas à proximité immédiate du point d'accès, les données de mesure seront corrigées sur la base d'une procédure d'estimation qui tient compte des pertes physiques réelles entre le

point de mesure et le point d'accès. Cette procédure est normalement définie dans le contrat de raccordement et est transmise à la CWaPE.

Si le mode de correction n'est pas défini dans le contrat de raccordement, le GRD appliquera, sur la base de critères objectifs et non discriminatoires, le mode le plus approprié qu'il communiquera à l'utilisateur et à la CWaPE.

Les données de comptage seront communiquées au détenteur d'accès. Les modalités de cette communication et de la mise à disposition de ces données font partie du contrat d'accès.

VI.d. Vérification et étalonnage

L'URD ou un fournisseur qui soupçonne une erreur significative dans les données de mesure ou de comptage en informe immédiatement le GRD et peut demander à ce dernier, par écrit, un contrôle de l'équipement de mesure. Le GRD prévoit alors, aussi vite que possible, l'exécution d'un programme de test. S'il est constaté une erreur significative due, notamment, à un défaut ou une imprécision de l'équipement de mesure, le GRD en recherche la cause. Le propriétaire de la partie en défaut de l'équipement de mesure y remédie à ses frais et aussi vite que possible conformément au Règlement technique. Au besoin, le GRD procède à un étalonnage.

Une erreur dans une donnée de mesure ou de comptage est considérée comme significative si elle est plus importante que ce qui est permis par la législation en vigueur.

Tout équipement de mesure peut être soumis à des vérifications, soit sur place, soit en laboratoire lorsque l'URD ou le GRD le juge utile.

Les coûts du contrôle et/ou de l'étalonnage accompli soit sur place, soit en laboratoire, à la demande de l'URD seront supportés par ce dernier, excepté lorsqu'un étalonnage ou un contrôle fait apparaître une erreur dépassant les marges d'erreur admises dans l'équipement de mesure. Dans ce cas et à la demande de l'URD, uniquement si le laboratoire de métrologie du GRD n'est pas agréé, un nouvel étalonnage sera également effectué par un laboratoire agréé extérieur au GRD, aux frais de la Partie en tort, à savoir le GRD si ce nouveau contrôle atteste que le compteur incriminé est hors des plages de tolérance prévues au R.T. Electricité.

Les équipements de mesure seront contrôlés de préférence à l'aide des transformateurs de mesure auxquels ils sont raccordés et avec la charge qui est disponible au moment du contrôle. Les équipements de mesure seront contrôlés et/ou étalonnés à l'aide des appareils d'un laboratoire agréé.

Avant l'obtention du résultat de la vérification ou de l'étalonnage, l'URD ne pourra se voir facturer que la moitié des coûts de la vérification de l'équipement de mesure ou de l'étalonnage qui est accompli soit sur place, soit en laboratoire.

L'apposition ou l'enlèvement de scellés des dispositifs de comptage ne peut être réalisé uniquement que par le personnel du GRD ou son mandataire.

VI.e. Dol ou fraude

En cas de dol ou de fraude et d'une prise indue d'énergie par l'URD, le GRD estimera le volume d'énergie fraudée et prendra les dispositions afin qu'elle soit facturée. En cas de dommage aux installations de comptage et/ou au raccordement, le GRD facturera à l'URD ou, à défaut d'un URD connu, au propriétaire de l'immeuble concerné l'ensemble des frais qu'il aura exposés.

De plus, aux termes des dispositions tarifaires soumises à l'approbation de la CREG, il sera porté en compte un montant pour frais de remise en état de l'équipement de mesure et frais techniques et administratifs de recouvrement et de remise en service du raccordement. La remise en service interviendra uniquement si l'URD s'est acquitté de l'ensemble de ses obligations financières.

Sans préjudice des mesures spécifiques prévues en la matière, le GRD peut mettre le raccordement hors service en cas d'infraction aux dispositions ci-dessus.

VII. DISPOSITIONS SPECIFIQUES RELATIVES AUX PRODUCTIONS DECENTRALISEES

L'URD est tenu, préalablement à la connexion d'une unité de production d'électricité dans son installation, de demander par écrit l'autorisation de raccordement au GRD et ce quelle que soit sa puissance. Les installations de production décentralisée doivent être réalisées conformément au RGIE, aux prescriptions techniques C 10/11 et C 10/19 de Synergrid et aux prescriptions du GRD. L'installation de production ne pourra être mise en service qu'après réception de l'autorisation écrite émanant du GRD.

Les dispositions qui précèdent ne modifient aucunement les droits et les obligations de l'URD et du GRD.

Si l'URD veut valoriser l'injection sur le réseau, il doit disposer d'un contrat de fourniture également pour l'injection d'énergie sur le réseau, préalablement à la mise en service de son installation de production.

Par Point d'accès, l'EAN de prélèvement et l'EAN d'injection sont attribués au même URD.

Pour le calcul de la puissance du raccordement, celle-ci sera déterminée par la plus grande des 2 puissances annoncées, l'une pour l'injection, l'autre pour le prélèvement mais jamais par la différence entre ces 2 valeurs.

L'installation de production devra non seulement être conforme aux prescriptions précitées applicables au moment de l'introduction de la demande mais devra être adaptée aux frais de l'URD conformément aux mises à jour futures de ces prescriptions, ainsi que d'autres prescriptions et normes complémentaires qui résultent d'une nouvelle normalisation internationale ou législation concernant l'interaction entre la production décentralisée et le réseau ou les installations des autres URD. L'adaptation à ces nouvelles normes se fera, pour les installations déjà en service au moment de leur entrée en vigueur, en fonction des possibilités techniques et économiques de ladite installation.

VIII. RESPONSABILITES DU GESTIONNAIRE DU RESEAU DE DISTRIBUTION

VIII.a. Dispositions décrétales relatives à la responsabilité du GRD

Conformément aux articles 25 bis à 25 septies du décret relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, les dispositions suivantes sont d'application :

INDEMNISATION POUR COUPURE DE PLUS DE SIX HEURES

Toute interruption de fourniture non planifiée d'une durée supérieure à six heures consécutives et ayant son origine sur un réseau de distribution ou de transport local donnera lieu à une indemnisation à charge du gestionnaire de réseau par le fait duquel l'interruption ou son maintien sont intervenus au profit du client final raccordé au réseau de distribution.

Cette indemnisation n'est pas due dans l'hypothèse où l'interruption de fourniture et son maintien pendant plus de six heures consécutives sont l'un et l'autre causés par un cas de force majeure.

Pour bénéficier de l'indemnisation dont question ci-dessus, le client final visé introduira par courrier recommandé, au moyen d'un formulaire mis à sa disposition par son gestionnaire de réseau et qui sera notamment disponible sur les sites internet de ces derniers, une demande auprès du gestionnaire de réseau auquel il est raccordé. Cette demande doit être adressée dans les trente jours calendrier de la survenance de l'interruption de fourniture. Le client y mentionnera les données essentielles au traitement de sa demande.

L'indemnisation est fixée à 100 euros pour chaque interruption de plus de six heures.

Pour le surplus, et notamment en ce qui concerne le respect des délais, les dispositions de l'article 25 bis du décret du 12 avril 2001 sont d'application.

INDEMNISATION DUE A UNE ERREUR ADMINISTRATIVE OU UN RETARD DE RACCORDEMENT

En cas d'absence de fourniture d'électricité intervenant en violation des prescriptions du décret relatif à l'organisation du marché de l'électricité ou de ses arrêtés d'exécution en suite d'une erreur administrative commise par le gestionnaire de réseau de distribution obligera ce gestionnaire à payer au client final une indemnité forfaitaire journalière de 125 euros jusqu'au rétablissement de l'alimentation, avec un maximum de 1.875 euros. Les frais de fermeture et de rétablissement de l'alimentation seront également supportés par ce gestionnaire de réseau, sans pouvoir être répercutés auprès du client final.

De même, tout client final aura droit à une indemnité forfaitaire mensuelle de 100 euros à charge du gestionnaire de réseau de distribution lorsque, celui-ci n'ayant pas correctement donné suite à une demande de changement de fournisseur adressée par un fournisseur à la demande du client final, le contrat passé avec le nouveau fournisseur ne pourra effectivement entrer en vigueur à la date convenue entre les parties.

Conformément aux dispositions du décret relatif à l'organisation du marché de l'électricité, le client final adressera sa demande d'indemnisation au gestionnaire de réseau auquel il est raccordé, par courrier recommandé et via le formulaire mis à sa disposition par le gestionnaire de réseau, dans les trente jours calendrier de la survenance de l'absence de fourniture ou de la prise de connaissance, de l'erreur dans la procédure de changement de fournisseur. Le client final y mentionnera les données essentielles au traitement de sa demande. Le gestionnaire de réseau indemniserà le client dans les trente jours calendrier de la réception de la demande d'indemnisation.

Si le gestionnaire de réseau estime que l'absence de fourniture ou l'erreur dans la procédure de changement de fournisseur résulte d'une erreur d'un fournisseur, il en informera le client dans les trente jours calendrier de la réception de la demande d'indemnisation et, dans le même délai, adressera directement la demande à ce fournisseur.

Pour le surplus, et notamment en ce qui concerne le respect des délais, les dispositions de l'article 25 ter du décret du 12 avril 2001 sont d'application.

INDEMNITE POUR RETARD DANS LA REALISATION D'UN RACCORDEMENT

Tout client final aura droit à une indemnité forfaitaire journalière à charge du gestionnaire de réseau si celui-ci n'a pas réalisé le raccordement effectif dans les délais suivants:

1° pour le raccordement des clients résidentiels, dans un délai de trente jours calendriers à partir de l'accord écrit du client sur l'offre du gestionnaire de réseau concernant le raccordement, celui-ci ne pouvant intervenir avant l'obtention des différents permis et autorisations requis;

2° pour les autres clients de la basse tension, dans le délai mentionné dans le courrier adressé par le gestionnaire de réseau au client, et reprenant les conditions techniques et financières du raccordement, ce délai commence à courir à partir de l'accord écrit du client, celui-ci ne pouvant intervenir avant l'obtention des différents permis et autorisations requis;

3° pour les clients de la haute tension, dans le délai indiqué dans le contrat de raccordement.

L'indemnité journalière due sera de 25 euros pour les clients résidentiels, 50 euros pour les autres clients de la basse tension et 100 euros pour les clients de la haute tension.

Le client final adressera sa demande d'indemnisation au gestionnaire de réseau auquel il est raccordé, par courrier recommandé et via le formulaire mis à sa disposition par le gestionnaire de réseau, dans les trente jours calendrier du dépassement des délais visés ci-dessus. Le client final y mentionnera les données essentielles au traitement de sa demande. Le gestionnaire de réseau indemnise le client dans les trente jours calendrier de la réception de la demande d'indemnisation.

Pour le surplus et notamment en ce qui concerne le respect des délais, les dispositions de l'article 25 quater du décret du 12 avril 2001 sont d'application.

INDEMNISATION DES DOMMAGES CAUSES PAR L'INTERRUPTION, LA NON-CONFORMITE OU L'IRREGULARITE DE LA FOURNITURE

Tout dommage direct, corporel ou matériel, subi par un client final raccordé au réseau de distribution, du fait de l'interruption, de la non-conformité ou de l'irrégularité de la fourniture d'énergie électrique, pourra faire l'objet d'une indemnisation par le gestionnaire de réseau de distribution ou de transport local responsable selon les modalités prévues à l'article 25 quinquies du décret relatif à l'organisation du marché de l'électricité. L'obligation d'indemnisation est toutefois exclue en cas de force majeure. Elle ne s'applique pas davantage si l'interruption à l'origine du dommage était planifiée ou si elle est due à une erreur administrative.

Le dommage corporel direct est intégralement indemnisé.

L'indemnisation du dommage matériel direct est plafonnée, par événement dommageable, à 2.000.000 euros pour l'ensemble des sinistres. Si le montant total des indemnisations dépasse ce plafond, l'indemnisation due à chaque client final sera réduite à due concurrence.

L'indemnisation du dommage matériel direct est pareillement affectée d'une franchise de 100 euros par sinistre.

L'application du plafond d'indemnisation et de la franchise individuelle est exclue en cas de faute lourde du gestionnaire de réseau.

Le client final victime d'un dommage tel que défini à l'article précédent déclare le sinistre par courrier recommandé et via le formulaire mis à sa disposition par le gestionnaire de réseau au gestionnaire du réseau auquel il est raccordé, au plus tard nonante jours calendrier à dater de la survenance de l'événement dommageable ou, à tout le moins, à dater de la prise de connaissance du sinistre si la connaissance qu'en a eu le client final lui est postérieure, sans que la déclaration de sinistre puisse être faite plus de six mois après la survenance de l'événement dommageable.

Pour le surplus, et notamment en ce qui concerne le respect des délais, les dispositions de l'article 25 quinquies du décret du 12 avril 2001 sont d'application.

INDEMNISATION POUR LES DOMMAGES CAUSES PAR LES TRAVAUX

Le gestionnaire de réseau sera tenu à réparation des dommages causés par les travaux auxquels il a procédé lors de l'établissement ou de l'exploitation de ses installations, ainsi qu'à l'indemnisation des dommages causés à des tiers, soit du fait de ces travaux, soit de l'utilisation du fonds grevé de la servitude; les indemnités du chef des dommages causés sont entièrement à charge de ce gestionnaire; elles sont dues aux personnes qui subissent ces dommages; leur montant est déterminé soit à l'amiable, soit par les tribunaux.

VIII.b. Force majeure

- a) Sans préjudice des dispositions du point b. ci-dessous, sont considérés comme constituant des cas de force majeure l'ensemble des situations décrites comme telles aux termes du R.T. Electricité.
- b) Lorsque, en raison d'un cas de force majeure, l'une des parties est dans l'impossibilité d'exécuter totalement ou partiellement ses obligations résultant du présent Règlement ou du Contrat éventuel, les obligations de cette partie empêchée par la force majeure sont suspendues. Les obligations réciproques de l'autre partie sont également suspendues, à savoir les obligations équivalentes à celles qui sont suspendues pour la partie empêchée. Les obligations des deux parties sont ainsi suspendues partiellement ou totalement selon

les circonstances pendant la durée du cas de force majeure, pour autant que les événements ou circonstances échappent aux possibilités de contrôle qui peuvent être raisonnablement attendues de la part des parties concernées et pour autant que l'événement ou la circonstance en cause ne pouvait être évité (ou dont les circonstances ne pouvaient être évitées) par la mise en œuvre des règles de l'Art.

- c) De manière non exhaustive, le GRD n'est pas responsable, à l'égard de l'URD, de tout dommage qui résulterait d'une modification législative ou réglementaire qui impliquerait que le GRD ne pourrait plus agir en cette qualité et ne pourrait plus répondre à ses obligations en ce domaine; une situation de grève (lock-outs, interruptions de travail ou tout autre conflit du travail); une indisponibilité non programmée des équipements ou installations appartenant à, ou régies par une des Parties, pour autant que ces événements n'aient pu être évités en appliquant les règles de l'Art; une interruption causée par des tiers; un accident grave aux personnes.
- d) Nonobstant les dispositions qui précèdent:
- une obligation qui aurait dû être exécutée avant la survenance du cas de force majeure, devra être accomplie et ne pourra être suspendue;
 - la partie défaillante qui est empêchée par un cas de force majeure informe l'autre partie, dès qu'elle est raisonnablement en mesure de le faire, des raisons de la non-exécution de ses obligations et la durée probable de la force majeure;
 - la partie défaillante qui est empêchée par un cas de force majeure adoptera raisonnablement toutes les mesures utiles pour mettre fin, le plus rapidement possible, à son impossibilité d'exécuter ses obligations.

VIII.c. Situations d'urgence

Lors de la survenance d'événements non prévus par le présent Règlement ou en cas de situations urgentes, le GRD décide de la ligne de conduite à adopter et prend, le cas échéant, les mesures qui s'imposent pour y remédier. Les décisions du GRD sont, à cet égard, contraignantes pour toutes les parties concernées. Le GRD informera, a posteriori, l'URD des circonstances et décision adoptées dans le cadre de la mise en œuvre de la présente disposition.

VIII.d. Respect des normes

L'attention de l'URD est attirée sur le fait qu'il est supposé, en sa qualité d'employeur ainsi que en sa qualité d'utilisateur professionnel, maîtriser et respecter totalement les règles de sécurité et les normes qui sont d'application dans ses installations. Le GRD ne pourra garantir l'URD contre les responsabilités qu'il endosse en ne respectant pas ces règles et normes

IX. PRINCIPES D'EXPLOITATION

IX.a. Généralités

Seul le GRD est habilité à manœuvrer les appareils des cellules connectées ou connectables au réseau de distribution situées dans la cabine de tête de l'URD en HT.

La demande visant à procéder à des manœuvres peut émaner du GRD ou de l'URD en HT, celui qui a fait la demande en supportera les frais. Les manœuvres accomplies à la demande de l'URD doivent toujours être planifiées en concertation avec le GRD.

Lors de pannes, le GRD prend toutes les initiatives pour réalimenter le raccordement concerné, conformément aux procédures de sécurité du GRD.

En Trans-BT, l'URD est autorisé à manœuvrer le disjoncteur général de branchement sauf s'il est scellé ou consigné.

Des conventions spécifiques d'exploitation pourront être établies dans le contrat de raccordement.

En HT, en cas de nécessité d'intervention sur le(s) câble(s) ou/et disjoncteur(s), interrupteur(s)-sectionneur(s), groupe de comptage, alimentation de secours, le GRD consignera, au moyen d'un système de verrouillage, les appareils interrupteurs sectionneurs têtes de câble et sectionneurs de mise à la terre de la tête de câble.

IX.b. Rétablissement de l'alimentation

En cas d'interruption de l'alimentation pour quelque cause que ce soit, la tension aux bornes pourra toujours être rétablie par le GRD, même si cette réparation devait avoir lieu avant la fin du délai qui aura été communiqué à l'URD. Néanmoins, s'il s'agit d'un débranchement ou d'une interruption demandée par l'URD, la tension ne pourra être rétablie qu'avec l'accord préalable de l'URD. Dans le cas de production décentralisée, le demandeur de l'interruption peut être le GRD. Le rétablissement de l'injection se fait dans ce cas moyennant son autorisation.

L'intervention du GRD consiste en la remise de la tension aux bornes du Point d'accès. Le cas échéant, la remise sous tension de l'installation intérieure de l'URD relève de la responsabilité de ce dernier.

En cas de coupure non planifiée du réseau de distribution ou du raccordement, le GRD doit être sur place dans les délais prévus au R.T. Electricité avec les moyens appropriés pour commencer les travaux qui conduisent à l'élimination du défaut.

Sauf cas de force majeure, impossibilité technique ou circonstances reconnues exceptionnelles (tempêtes, violents orages, chutes de neige importantes, ...) par une instance publique notoirement habilitée à cette fin, s'il constate que la réparation dépassera le délai prévu par le R.T. Electricité, le GRD prendra ses dispositions pour rétablir l'alimentation du réseau par tout moyen de production provisoire qu'il jugera utile. Au-delà de la limite de puissance de raccordement définie dans le R.T. Electricité, des dispositions spécifiques seront reprises dans le contrat.

IX.c. Chutes de tension/qualité de la tension

Eu égard au fait que des chutes de tension totales ou partielles de très courte durée (généralement moins d'une seconde) sont inévitables dans un réseau de distribution et dans l'état actuel de la technique, celles-ci ne seront pas considérées comme étant des discontinuités dans l'alimentation. Néanmoins, l'URD peut rendre ses installations insensibles à de telles chutes de tension ou prendre des mesures en vue de limiter les éventuelles conséquences.

IX.d. Prescriptions de sécurité relatives aux personnes et aux biens

Si, pour des raisons imputables au propriétaire du fonds ou à l'URD, la partie du raccordement ou des installations sises sur son terrain devient inaccessible, la limite de prise en charge des frais d'entretien et de réparation par le GRD est reportée en limite de propriété.

L'URD délivre une autorisation de travail à celui qui entretient les appareillages.

L'URD est tenu de réaliser, à ses frais, l'ensemble des travaux requis pour assurer la mise en conformité de ses installations au regard des exigences en matière de protection des personnes et des biens. En cas d'urgence ou au cas où l'URD n'aurait pas accompli les modifications requises, le GRD pourra exécuter les travaux de mise en conformité ou de déconnexion au risque et à charge de l'URD.

X. TARIFICATION, FACTURATION ET PAIEMENTS

X.a. Tarification

Les tarifs d'utilisation du réseau et des services auxiliaires appliqués par les GRD sont les tarifs approuvés ou le cas échéant imposés par la CREG, en application de l'A.R. du 2 septembre 2008 relatif aux règles en matière de fixation et de contrôle du revenu total et de la marge bénéficiaire équitable, de la structure tarifaire générale, du solde entre les coûts et les recettes et des principes de base et procédures en matière de proposition et d'approbation des tarifs, du rapport et de la maîtrise des coûts par les gestionnaires des réseaux de distribution d'électricité. En vertu des articles 10 et suivants de cet Arrêté Royal, il s'agit des tarifs périodiques relatifs au raccordement, des tarifs pour l'utilisation du réseau et des tarifs pour les services auxiliaires.

L'URD déclare avoir pris connaissance des coûts uniques et périodiques liés au raccordement ainsi que des tarifs d'utilisation du réseau et des services auxiliaires.

La taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.) n'est pas incluse dans les tarifs de raccordement. La T.V.A. s'additionne au prix du tarif et est intégralement à charge de l'URD.

Les coûts d'investissement liés au raccordement sont en principe incorporés dans un tarif à caractère unique. Lorsque des interventions et/ou des manœuvres ont lieu à la demande de l'URD ou lorsque ces interventions trouvent leur origine dans les installations propres à l'URD, les frais et les coûts de ces interventions et/ou manœuvres sont à charge de ce dernier comme coûts uniques.

Sont totalement à charge de l'URD : les nouveaux impôts directs ou indirects ou taxes de quelque nature que ce soit, la T.V.A., les augmentations ou indexations d'autres taxes existantes, les rétributions imposées par une instance publique compétente qui se rapportent au raccordement au réseau de distribution.

Tous les coûts résultant de l'utilisation normale du réseau sont périodiquement portés en compte par le biais du contrat d'accès conclu entre le détenteur d'accès et le GRD en vue du raccordement. Il en est de même pour les coûts du renouvellement d'un raccordement arrivé en fin de vie, excepté trans-BT et trans-MT - en ce qui concerne la partie dont le GRD est propriétaire - pour autant que ce remplacement ne soit pas prétexte à un renforcement. Si tel était le cas, une intervention serait facturée à l'URD.

En cas d'annulation d'une demande de travail par l'URD, celui-ci est néanmoins redevable des frais internes et externes engagés par le GRD avec un minimum de 5 % du montant de l'offre. Dès lors, une note de crédit sera établie en faveur de l'URD.

X.b. Facturation

Les coûts d'investissement liés au raccordement ainsi que les autres coûts repris dans un tarif à caractère unique feront l'objet d'une facturation unique émanant du GRD.

La facturation est établie sur base du montant de l'offre et des suppléments éventuels et est envoyée à l'URD ou son mandataire.

X.c. Délai et modalités de paiement

Sauf lorsque le paiement du raccordement équivaut commande d'un raccordement, le raccordement ne pourra être mis en service ou maintenu en service qu'après le paiement intégral des factures.

A défaut de modalités particulières prévues dans l'offre de raccordement, l'URD, ou son mandataire, s'engage à verser la totalité du montant de la facture au GRD dans les 15 jours à dater de la date d'expédition de la facture.

Les travaux ne seront entamés qu'après encaissement du paiement.

Toute facture du GRD autre que celle concernant le raccordement doit être payée dans les 15 jours à dater de la date de sa réception. Dans ce délai, le compte bancaire du gestionnaire du réseau doit être crédité en Euro.

X.d. Intérêts moratoires

Tout retard de paiement entraîne l'exigibilité d'intérêts de retard calculés sur la base de la loi du 2 août 2002 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales et conformément à l'article 5 de cette loi prorata temporis au nombre de jours depuis la date ultime de paiement de la facture jusqu'au moment où le paiement total aura été encaissé. La prise en compte d'intérêts de retard se fonde simplement sur le non-paiement et ne nécessite pas d'avertissement ou de mise en demeure.

Les frais réels de recouvrement seront portés en charge du Détenteur d'accès, conformément au prescrit de l'article 6 de la loi du 2 août 2002 précitée, ainsi que les coûts liés à la suspension de l'accès au réseau (en raison du non-paiement) et d'un nouvel accès au réseau de distribution et tous les autres coûts résultant du défaut de paiement.

X.e. Retard de paiement et interruption du raccordement

Après avoir pris un contact avec l'URD, le GRD a le droit d'interrompre le raccordement en cas de non-paiement des montants principaux, des intérêts ou autres coûts éventuels stipulés dans le présent contrat, 15 jours après la date d'expédition d'une mise en demeure notifiée par voie recommandée à l'URD (le cachet de la poste faisant foi), sauf paiement de l'incontestablement dû par l'URD 5 jours ouvrables avant l'expiration du délai susvisé

Le GRD ne pourra être tenu responsable d'un quelconque dommage ou d'un manque à gagner de l'URD, en raison de l'interruption du raccordement réalisée pour défaut de paiement.

Les frais de suspension et de remise en service de l'accès au réseau ainsi que tous les autres frais résultant du défaut de paiement sont à charge de l'URD.

Après le paiement de tous les montants, intérêts et autres sommes dus par l'URD, les installations du GRD pourront à nouveau être utilisées pour les besoins du raccordement.

X.f. Rectification des factures

Si l'URD estime qu'une ou plusieurs corrections ou rectifications doivent être apportées à une facture en raison d'une erreur, il devra contacter le GRD avant le délai ultime de 15 jours prévu pour le paiement de la facture afin de la rectifier.

Lorsqu'une erreur dans la facture est découverte après ce délai, l'URD et le GRD se concerteront pour parvenir à un accord quant à la rectification à réaliser. La rectification d'une facture demeure possible 12 mois après le délai ultime de 15 jours prévu pour le paiement de la facture à corriger. Passé ce délai de 12 mois, aucune rectification ne pourra être effectuée.

XI. DISPOSITIONS DIVERSES

XI.a.Cession

Chacune des Parties peut librement céder ses droits et obligations issus du présent Règlement à une entreprise qui lui est liée, pour autant que cette entreprise liée reprenne, aux mêmes conditions, l'intégralité des obligations de la partie cédante qui relèvent du présent Règlement. En cas de cession à une entreprise liée, la partie cédante et l'entreprise liée avertiront l'autre Partie par un envoi recommandé.

La cession des droits et obligations émanant du présent Règlement à un tiers - autre qu'une entreprise liée - n'est autorisée que moyennant l'accord écrit de l'autre partie, et ce pour autant que le tiers reprenne, aux mêmes conditions, l'intégralité des obligations de la partie cédante qui relèvent du présent Règlement.

Lorsqu'une Partie cède, loue ou met à la disposition d'un tiers la totalité de ses installations, à titre temporaire ou définitif, de quelque manière que ce soit, elle prendra toutes les mesures nécessaires pour garantir le respect de ce Règlement par le tiers. A cet effet, une convention de cession sera passée avec le tiers concerné. Ce document, en tant qu'avenant, sera joint au contrat entre le GRD et l'URD.

A défaut d'une telle reprise des droits et des obligations, le GRD prendra toutes mesures utiles pour imposer cette cession tant à l'égard de l'ancien URD que du nouvel URD (en ce compris demander des indemnités).

XI.b. Faillite

Sauf accord pris avec le curateur, l'état de faillite de l'une des Parties met fin de plein droit au présent Règlement et au contrat. Les montants dus au moment du prononcé de la faillite deviennent exigibles immédiatement.

En cas de faillite de l'URD, l'ensemble des équipements, des installations ou appareillages décrits dans le présent Règlement, et ses annexes, qui sont la propriété du GRD ne pourra en aucun cas faire partie de la masse faillie en sorte que l'intégralité du matériel précité devra être restituée au GRD.

XI.c. Confidentialité

Les dispositions du R.T. Electricité ainsi que l'article 17 de l'Arrêté du 21 mars 2002 relatif aux gestionnaires de réseaux en matière de confidentialité sont intégralement d'application aux données et informations échangées entre Parties en exécution du présent Règlement.

XI.d. Correspondance et échange de données

Conformément aux dispositions du R.T. Electricité, l'URD et le GRD se communiquent mutuellement, dans les meilleurs délais, les informations susceptibles d'exercer une influence sur le bon fonctionnement des procédures et en général, sur l'exécution du présent Règlement et du contrat.

Dès l'introduction de sa demande de raccordement et pendant toute la durée du contrat, l'URD ou, le cas échéant, tout intermédiaire mandaté par lui, s'efforcera de transmettre, dès que disponible, au GRD toute information qui pourrait s'avérer utile à l'élaboration de la planification par le GRD.

En plus de tous les flux d'information prévus dans le R.T. Electricité, le GRD peut demander à tout moment les informations qu'il estime nécessaires en vue de garantir la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau de distribution.

La correspondance et les échanges de données réalisés entre les Parties dans le cadre de la mise en œuvre du présent Règlement seront réalisés conformément aux systèmes prévus à cet effet dans le R.T. Electricité. Le GRD peut préciser, après en avoir informé la CWaPE, la forme des documents dans lesquels ces informations doivent être échangées.

En cas d'urgence, des informations peuvent être échangées verbalement. Dans chaque cas, elles doivent être confirmées dès que possible conformément au R.T. Electricité .

XI.e. Interprétation du Règlement et du contrat

Pour toute question ou situation non prévue au présent Règlement et au contrat, l'URD et le GRD s'en réfèrent aux lois belges, aux réglementations applicables et aux usages. Sauf mention contraire, toute référence à un texte de loi, à une réglementation ou à tout autre document, se rapporte également aux arrêtés d'exécution et aux annexes qui les complètent ou les modifient.

XI.f. Nullité

La nullité d'une clause du présent Règlement ou du Contrat n'a pas pour conséquence la nullité du Règlement ou du Contrat lui-même mais uniquement la nullité de la disposition concernée. La clause nulle du Règlement sera remplacée par le GRD par une clause valide de même portée ; la clause nulle du Contrat sera remplacée d'un commun accord entre l'URD et le GRD par une clause valable de même portée reflétant la commune intention des parties.

XI.g. Renonciation de droit

Si le GRD ou l'URD manquait d'exercer ou de faire valoir l'un des droits ou une sanction résultant du présent Règlement, ou ne l'exerçait pas, ou ne le faisait valoir que tardivement, cette omission ne pourra être interprétée comme une renonciation ou un désistement au droit en question.

XI.h. Règlement des litiges

Sans déroger à l'art. 731 al. 1 du Code judiciaire, chacune des parties fera tout ce qui est raisonnablement en son pouvoir pour régler à l'amiable un litige ou un différend qui surviendrait entre elles ou qui surviendrait de l'initiative d'un autre intervenant dans le réseau et cela conformément aux procédures prévues à cet effet.

En l'hypothèse où un conflit ne trouverait pas de solution amiable dans un délai de 14 jours, le Service régional de médiation pour l'énergie pourra être saisi d'une demande de médiation ou, moyennant accord des deux parties d'une demande de conciliation. A défaut et sans préjudice des compétences de la Chambre des litiges instituée par le Décret du 17 juillet 2008 les tribunaux de l'arrondissement judiciaire du siège social du GRD seront compétents.

XI.i. Personnes de contact et coordonnées

Les personnes de contact et les coordonnées du GRD, de l'URD, du détenteur d'accès ainsi que, le cas échéant, du ou des responsables d'équilibre sont mentionnées en annexe du Contrat de raccordement.

Tout URD peut mandater un tiers, en particulier un Fournisseur, en vue de le représenter dans ses contacts avec le GRD, dans les procédures décrites au R.T. Electricité. Le mandataire doit être en mesure de démontrer la validité de ce mandat sur simple demande du GRD.

XI.j. Modification des données et cessation d'activités

En cas de cessation d'activités ainsi que de modification des données enregistrées dans le formulaire de demande de raccordement ou dans l'éventuel Contrat de raccordement ou en cas de toute autre modification à des données dont l'URD dispose et qui peuvent avoir une influence sur l'exécution des tâches du GRD, l'URD en informera immédiatement par écrit le GRD.

Le GRD signifiera à l'URD, dans le mois, si cette modification implique une modification ou une suspension totale ou partielle (motivée) de l'accès au réseau pour un ou plusieurs Point(s) d'accès. Une semblable modification ou suspension implique une révision de l'éventuel Contrat de raccordement.

En cas de modification des données de l'utilisateur du raccordement, ce dernier est tenu d'en informer le GRD immédiatement et par écrit.

XI.k. Modification du cadre législatif ou réglementaire

Le GRD adaptera les conditions du présent Règlement en vue de les rendre conformes et compatibles avec les nouvelles législations ou réglementations qui les remplaceraient et avec les décisions contraignantes des autorités compétentes, dont en particulier la CWaPE.

Chaque Partie a le droit de requérir que les conditions du Contrat de raccordement soient adaptées en raison d'éventuels changements de circonstances, pour autant et au cas où les dispositions du Contrat de raccordement seraient incompatibles avec les lois et décrets applicables et/ou les décisions des instances de régulation compétentes, en particulier la CWaPE et la CREG. Les Parties peuvent également exercer ce droit en cas de modifications importantes des dispositions du R.T. Electricité ayant une influence sur les clauses du présent Règlement ou du Contrat de raccordement. Une telle demande de modification sera toujours introduite par écrit.

XI.l. Droit applicable

Le présent Règlement de raccordement, le Contrat de raccordement et ses annexes sont régis par le droit belge.